

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE SAINT MARTIN BOULOGNE

ARRETE MUNICIPAL DU 13 JANVIER 2023

OBJET. : Occupation du domaine public - Restriction de circulation – Stationnement gênant ;
Prolongation de l'arrêté ST22/718 du 19/12/2022
Route de Saint Omer ;

- Nous, Maire de Saint Martin Boulogne,
- Vu le code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L 2211 – 1 L.2212-1, et L 2213-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route,
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre Huitième partie- signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,
- Vu la circulaire ministérielle (intérieur) n° 86.230 du 17/07/86 sur la répartition des pouvoirs de police en matière de circulation routière,
- Considérant que **Mme FOURMEAU Elisa domiciliée au 246 route de Saint Omer est autorisée à poser un échafaudage et une benne ;**
- Considérant que les travaux ne sont pas terminés, il est nécessaire de prolonger l'arrêté d'occupation du domaine public pour la benne ;

ARRETONS :

Article 1 L'arrêté n° 22/718 du 19 décembre 2022 est prolongé jusqu'au 10 février 2023 inclus.

Article 2 Conformément aux articles R417-10 et R417-11 du Code de la Route, les véhicules stationnant en infraction aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté seront considérés comme gênants et pourront faire l'objet d'une mesure de mise en fourrière.

Article 3 **Les services de la ville** assureront la mise en place de la signalisation spécifique et réglementaire afin d'assurer la sécurité publique. L'échafaudage doit être installé de façon à conserver la circulation piétonne. Un passage pour les piétons de 1,40m minimum de largeur sera aménagé le long de l'installation. Dans le cas de travaux ou de configuration des lieux rendant impossible cette dernière option, la circulation des piétons sera renvoyée sur le trottoir opposé par mise en place d'une signalisation verticale « piétons empruntez le trottoir d'en face » au droit des passages piétons existants de part et d'autre du dispositif implanté.

Article 4 Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire de Police de Boulogne sur Mer, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.



#signature#